



Ministère des Affaires Etrangères

Audience accordée par S.E le Président de la République à l'Envoyé Spécial de S.E Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée-Équatoriale



Siméon Oyono Esono Angué, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération; Envoyé Spécial de S.E Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée-Équatoriale a remis, ce lundi 21 janvier un message spécial de S.E Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée-Équatoriale à S.E Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi. "La Guinée-Équatoriale va présider le Conseil de Sécurité durant le mois de Février 2019, et elle compte utiliser

cette plateforme pour poursuivre la défense des intérêts de l'Afrique ", a indiqué l'Envoyé Spécial Siméon Oyono Esono Angué au Président de la République du Burundi.

Le Message remis à S.E le Président de la République par Siméon Oyono Esono Angué, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération; Envoyé Spécial du Président de la Guinée-Équatoriale, salue entre autre le leadership du Président du Burundi à tous les niveaux.

Réagissant à quelques sections du Message Spécial de son Homologue

Sommaire

page

Audience accordée par S.E le Président de la République à l'Envoyé Spécial de S.E Teodoro Obiang Nguema Mbasogo

1

Le parti CNDD-FDD organise une prière d'action de grâce

2

L'église contribue à la paix et la prospérité du pays

3

La CEEAC organise la 8^{ème} consultation annuelle sur la gestion des catastrophes à Bujumbura

5

Le 20^{ème} anniversaire du bassin du Nil rappelle le rôle de l'eau

9

Communiqué de presse

13

équato-guinéen, S.E Pierre NKURUNZIZA a martelé que "le Burundi a certes des leçons à apprendre, mais qu'il a en revanche de nombreux cas de réussite susceptibles d'inspirer les autres pays." Ayant mis en place tous les mécanismes et instruments prévus par l'Accord d'Arusha, le Burundi a d'ores et déjà tout ce qu'il lui faut pour assurer et maintenir la paix sociale", rassure S.E le Président de la République à l'Envoyé Spécial du Président équato-guinéen. S.E Pierre NKURUNZIZA a en effet déclaré: "Je fais partie d'une génération las de vivre dans

un contexte de crises récurrentes, raison pour laquelle j'ai constamment pris soin d'écarter tout ce qui pourrait mettre en péril les intérêts supérieurs de la nation." Échangeant sur les questions géostratégiques du moment avec l'Envoyé Spécial du Président équato-guinéen, S.E le Président de la République du Burundi a rappelé que "le Burundi choisirait toujours de mourir digne que croupir dans une perpétuelle subjugation". (Source : www.presidence.gov.bi)

Le parti CNDD-FDD organise une prière d'action de grâce



Le Parti CNDD-FDD a organisé jeudi 24 janvier 2019, une prière œcuménique d'action de grâce de trois jours en province de Gitega sous le thème : « Car là où est ton trésor, là aussi sera ton cœur » (tiré de l'évangile selon Matthieu 6 :21). Les cérémonies d'ouverture ont été rehaussées par la présence du Chef de l'Etat S.E Pierre Nkurunziza, qui en même temps est Président du Conseil des sages au Parti CNDD-FDD.

Dans son mot de circonstance, le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD Général Evariste Ndayishimiye s'est basé sur le thème du jour selon l'évangile de Matthieu 6 : 21 pour rappeler que les Burundais ont vécu des moments difficiles durant plusieurs années, mais que Dieu les a toujours sauvés. « Avec la paix que Dieu a accordée au pays, il est temps de rendre grâce et de louer le Tout Puissant », a-t-il indiqué.

S'appuyant sur la parole de Dieu, le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD a invité les Bagumyabanga (membres du parti CNDD-FDD) à ne pas se soucier des richesses terrestres mais de rechercher la

richesse éternelle. Et de demander aux participants ce qu'ils font des richesses dont Dieu les a comblées. « Vos richesses sont-elles au service de Dieu ? Honorez-vous le Seigneur avec vos biens ? Est-ce que vous subvenez aux besoins de vos voisins et proches ? », a lancé Général Evariste Ndayishimiye.

Le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD a recommandé aux membres du parti au pouvoir de ne pas être orgueilleux, et de ne pas mettre leur espérance dans des richesses éphémères mais plutôt de se confier en Dieu.

Après leur avoir rappelé l'engagement qu'ils ont fait en 2017 en rapport avec la construction d'un temple en honneur du Tout Puissant, le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD a demandé aux Bagumyabanga de contribuer comme convenu pour construire un sanctuaire à Gitega, un lieu où les membres du CNDD-FDD se rencontreront pour louer et adorer le Seigneur.

La Prédicatrice du jour Révérende Pasteur Denise Nkurunziza a embrayé sur le message du 1^{er} orateur, en s'appuyant sur la parole de Dieu tirée de l'évangile de Marc 10 :17-19, où un jeune homme a demandé à Jésus ce qu'il doit faire pour hériter la vie éternelle.

Révérende Pasteur Denise Nkurunziza a appelé les participants à cette prière à aider les pauvres et à ne pas se fier aux richesses terrestres car, a-t-elle insisté, il sera difficile à ceux qui se confient dans les richesses d'entrer dans le royaume de Dieu. « Celui qui donne au pauvre prête à Dieu, et il lui sera remboursé », a souligné la Première Dame.

Le Chef de l'Etat S.E Pierre Nkurunziza qui est en même temps Président du Conseil des Sages au parti CNDD-FDD a quant à lui rappelé qu'ils se sont rassemblés pour renouveler leurs relations avec Dieu et leur engagement à lui obéir. Pour S.E Pierre Nkurunziza, ce rassemblement était une occasion pour chaque participant d'offrir à Dieu ses pensées, tous les membres de son corps et lui confier ses projets, avant d'ajouter que Dieu est honoré par un rassemblement en son nom. « C'est un culte agréable à Dieu », a indiqué le Chef de l'Etat.

S.E Pierre Nkurunziza leur a rappelé que depuis 2002, Dieu a fait des merveilles pour les burundais en général et les membres du CNDD-FDD en particulier. Il leur a demandé de se souvenir des promesses qu'ils ont faites à Dieu pour l'honorer. Le Président du Conseil des sages au parti CNDD-FDD a donc appuyé l'avis du Secrétaire Général de ce parti en invitant les participants à conjuguer leurs efforts afin d'ériger un temple de prière et d'action de grâce à Gitega, leur expliquant que ce qu'ils possèdent déjà émane de la bénédiction divine.

Pour ce faire, S.E Pierre Nkurunziza a invité la population burundaise et les membres du parti CNDD-FDD en particulier à apporter, à volonté et de bon cœur, des offrandes qui serviront à la construction de

ce temple. Pour le Président du Conseil des sages au parti CNDD-FDD, la construction de ce sanctuaire est « un moyen d'inviter Dieu à venir habiter au milieu des burundais ».

Il a indiqué que le temple qui sera érigé à Gitega sera pour le peuple burundais en général et les Bagumyabanga en particulier un souvenir devant l'Eternel. « Que ce temple d'assignation soit achevé en l'an 2020 », a insisté le Président du Conseil des Sages au parti CNDD-FDD, S.E Pierre Nkurunziza.

Outre la présence du couple présidentiel et du Secrétaire Général du Parti CNDD-FDD, la prière interconfessionnelle de 3 jours organisée par le parti CNDD-FDD à Gitega a vu la participation du Président de l'Assemblée Nationale Très Honorable Pascal Nyabenda, du Président du Sénat Très Honorable Révérier Ndikuriyo, de l'Ombudsman burundais Honorable Edouard Nduwimana ainsi que de plusieurs hauts cadres du pays, membres du CNDD-FDD.

Signalons que la prière interconfessionnelle d'action de grâce de trois jours a été clôturée samedi 26 janvier 2019. Les cérémonies de clôture ont débuté par la prière œcuménique et ont été marquées par des chants de louange et d'adoration. (Source: www.rtnb.bi)

L'église contribue à la paix et la prospérité du pays



Le Premier Vice-Président de la République, S.E Gaston Sindimwo s'est joint samedi, le 26 janvier 2019 aux chrétiens de

l'église "Faith Miracle Center"(FMC) dans une prière d'action de grâce sous le thème: «Voici l'époux, allez à sa rencontre».

Apôtre Aimable Ngarambe prédicateur du jour a rappelé les actes qui ne plaisent pas à Dieu en se référant au passage biblique de Luc 13 verset 25 qui invite les chrétiens à se repentir. Apôtre Aimable Ngarambe a exhorté les chrétiens à garder « leurs lampes allumées ».

Le Premier Vice-président de la République S.E Gaston Sindimwo a fait savoir qu'il est venu manifester son soutien à l'église en général dans sa mission du

réveil. Il a fait savoir que depuis des années le pays a connu une vie de crainte entre les autorités politiques et celles de l'église. Il a indiqué qu'actuellement le réveil est à l'horizon car Dieu a tiré le peuple burundais des griffes de Satan qui les avaient embourbés dans le péché dont l'hostilité ethnique.

Il a indiqué que si l'église assure convenablement sa tâche le pays sera paisible et prospère. Il a exhorté

les chrétiens à abandonner le péché comme la Bible l'indique dans 1 Jean chapitre 3 verset 7-8.

S.E Gaston Sindmwo a ajouté qu'il est l'heure de la rédemption où les burundais de toutes croyances, de toutes ethnies confondues se mettent ensemble pour prier et rendre grâce à Dieu, le seul Dieu gardien de l'univers. (Source : www.rtnb.bi)

Les Députés recommandent l'amélioration des conditions de travail de la Police Nationale



La commission permanente à l'Assemblée Nationale chargée de la sécurité a présenté mardi, 29 janvier 2019, le rapport d'une descente effectuée en Mairie de Bujumbura pour se rendre compte de l'état des infrastructures appartenant à la Police Nationale du Burundi. Le Ministre de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes CPC Alain Guillaume Bunyoni était invité à cette séance.

Dans ce rapport, il s'est manifesté que le corps de police fait face à un manque criant d'infrastructures. Les bâtiments servant de bureau ou d'hébergement sont trop vieux et insuffisants. Les femmes policières n'ont pas de logements adaptés à leur condition de femme. Ce rapport indique par ailleurs que le corps de police n'a pas de terrains propres où il pourrait réaliser ses propres projets.

Selon ce rapport, la Police Nationale n'est pas suffisamment équipée et le peu de matériel disponible est

obsolète. Ce rapport précise également que la Police Nationale souhaite que le Gouvernement améliore les conditions de travail en lui octroyant davantage des moyens et voudrait acquérir des logements pour les femmes policières.

Les Honorables Députés ont recommandé donc la construction des commissariats de police dans toute les communes du pays et l'augmentation de la ration alimentaire des policiers.

Des questions orales ont été également adressées au Ministre en charge de la Sécurité Publique. A la question concernant la lutte contre la corruption au sein du corps de police, le Ministre Alain Guillaume Bunyoni a répondu que c'est un objectif qu'ils se sont assignés, ajoutant que le pas franchi est satisfaisant. En témoigne le nombre de policiers déjà sanctionnés pour corruption, a indiqué le Ministre. Seulement a-t-il dit, c'est un comportement de tous les jours et il faut que dans toutes les autres structures de l'Etat il soit fait de même.

Les Honorables Députés ont manifesté leur inquiétude sur les nombreuses barrières sur les routes qui risquent de favoriser la corruption. A cette question, le Ministre a répondu que toutes les barrières ne sont pas installées par la police. "Certaines appartiennent à l'Administration, d'autres aux services environnementaux, d'autres à l'Office Burundais des Recettes "OBR", a-t-il précisé.

Une étude prévoit d'installer dans les endroits identifiés une barrière unique pour tous les services qui ont besoin d'effectuer des contrôles.

Pour clore la séance, le Président de l'Assemblée Nationale, le Très Honorable Pascal Nyabenda a re-

commandé au Ministre en charge de la Sécurité Publique de soumettre les besoins de son Ministère dans le futur projet de Loi Budgétaire. (Source : www.rtnb.bi)

La CEEAC organise la 8^{ème} consultation annuelle sur la gestion des catastrophes à Bujumbura

La Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) et ses partenaires traditionnels a organisé à Bujumbura du 28 au 29 janvier 2019, la 8^{ème} Consultation Annuelle de Préparation et de Réponse aux Catastrophes en Afrique Centrale. Les cérémonies d'ouverture des travaux ont été rehaussées par la présence du Ministre de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes, le CPP Alain Guillaume Bunyoni.

Les thèmes principaux de la Consultation sont la révision des conclusions de la CEEAC 2017 et des actions réalisées dans le cadre du plan d'action humanitaire de Yaoundé 2015, la gestion de l'épidémie d'Ebola en RDC et la préparation à faire face à cette épidémie dans les pays voisins de la RDC, la coordination civile et militaire dans la région ainsi que la gestion des catastrophes naturelles.

Cette 8^{ème} Consultation de la CEEAC qui s'est déroulée au Burundi, réunit les responsables de protection civile de 11 Etats membres de la CEEAC ainsi que les sociétés nationales de la Croix Rouge et quelques partenaires régionaux techniques.

Le Ministre Alain Guillaume Bunyoni a fait savoir que les participants doivent se familiariser avec la gestion des risques et des situations d'urgence, la collecte de données relatives aux catastrophes, l'analyse et la cartographie ainsi que l'évaluation post crise.

Dans le cadre de la préparation et de la réponse aux



urgences et de l'adaptation aux changements climatiques, le Ministre en charge de la Sécurité publique et de la gestion de catastrophes a indiqué que le Burundi a mené des grandes actions. Il a cité entre autres la mise en place des cadres institutionnel et légal, l'élaboration de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes, le développement des accords de partenariat institutionnel et l'élaboration des plans de contingence régulièrement mis à jour, de la fiche d'évaluation multisectorielle initiale et rapide du plan ORSEC, etc.

La Consultation annuelle 2019 de la CEEAC qui se déroule à Bujumbura du 28 au 29 janvier 2019 précède la plate-forme d'Afrique Centrale pour la Réduction des risques de catastrophes, qui se tiendra du 30 janvier au 1er février 2019. (Source : www.rtnb.bi)

Signature conjointe et lancement officiel de l'UNDAF 2019-2023

Le Mardi 22 janvier 2019, dans les enceintes du Ministère en charge des Finances a été signé le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF 2019-2023) budgétisé à 784,4 Millions de dollars américains, par le Gouvernement de la République du Burundi, représenté par Dr Domitien NDIHOKUBWAYO, Ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement

Economique et le système des Nations Unies représenté par Monsieur Garry Conille, Coordonnateur Résident et Représentant du PNUD au Burundi. Cette somme d'argent va appuyer dans les secteurs de l'éducation, la santé et le secteur économique du Burundi. (Source : Porte-Parole Adjoint du Ministère des Finances du Budget et de la Coopération au Développement Economique)

La Ministre à la présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine se dit satisfaite des réalisations du 1^{er} semestre 2018-2019



La Ministre à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine, Madame Isabelle Ndahayo a indiqué jeudi le 17 janvier 2019, que son Ministère est satisfait des réalisations du premier semestre de l'année 2018-2019 malgré certaines contraintes. C'était au cours d'une conférence de presse qu'elle a animé dans les enceintes du dit Ministère pour présenter le bilan du 1^{er} trimestre 2018,2019 (juillet à décembre 2018).

La Ministre Isabelle Ndahayo a fait savoir à la presse que les grandes réalisations du Ministère en charge des Affaires de la Communauté Est Africaine se résu-

ment en cinq catégories, en l'occurrence l'organisation des campagnes de sensibilisation et d'échange d'information sur les projets et programmes de la Communauté Est Africaine (EAC), organisation des réunions de consultations nationales sur les projets et programmes communautaires, coordination de la participation du Burundi aux rendez – vous communautaires qui se sont tenus dans les autres pays partenaires de l'EAC et au Burundi, harmonisation du cadre légal conformément aux dispositions du protocole portant création du marché commun de l'EAC, finalisation de la stratégie d'intégration régionale pour le Burundi.

Elle a signalé que ce Ministère a dû faire face à un certain nombre de contraintes lors de la mise en œuvre de son plan d'actions annuel (PAA) 20182019 comme la lenteur observée dans l'harmonisation des lois et persistance de lenteur dans la ratification des protocoles, la persistance des défis relatifs à l'austérité budgétaire, la lenteur dans l'harmonisation institutionnelle et autres.

Au sujet des perspectives pour l'année 2019, le Ministère compte assumer à plein rendement son rôle de coordination des projets et programmes de l'EAC, valider la stratégie d'intégration régionale pour le Burundi, continuer l'harmonisation et l'amendement du cadre légal conformément aux dispositions du protocole portant création du marché commun de l'EAC, assumer pleinement son rôle de représentation.

La Ministre Isabelle Ndahayo a fait savoir par après que le Burundi participera au sommet de l'EAC qui sera organisé le 1^{er} février 2019 et elle a invité les Burundais à changer de mentalité et à poser leur candidature au niveau de l'EAC afin de participer aux compétitions avec les candidats des autres pays membres, arguant que l'on a constaté que peu de Burundais posent leur candidatures pour avoir l'emploi à l'EAC. (source : www.abpinfos.com)

La Ministre de la Bonne Gouvernance présente le bilan des réalisations pour le 1^{er} Semestre de l'année 2018-2019

Un préjudice de 22,9 milliards de FBu a été causé à l'Etat par la mauvaise gestion dans 24 entités administratives contrôlées par les services du Ministère à la présidence chargé de la Bonne Gouvernance pendant les six derniers mois, selon Madame Jeanne d'Arc Kagayo, Ministre en charge dudit Ministère.

Madame Jeanne d'Arc Kagayo, qui présentait mardi le 22 janvier 2019 le bilan de son Ministère pendant le 1^{er} semestre de l'année 2018-2019, a indiqué que des enquêtes sur les présumés cas de corruption et des infractions connexes ont été menées et que 115 dossiers impliquant 220 person-

nes ont été transmis au Parquet Général près la Cour Anti-Corruption. Sur un préjudice de 1,2 milliard de FBu en jeu dans 115 dossiers, 236,6 millions de FBu ont été récupérés par l'Etat.

Au cours des actions de dissuasion menées sur la voie routière, 216 contrôles ont été effectués et un montant de 169 millions de FBu d'amendes a été évalué dont 58 millions de FBu ont été déjà recouverts au profit du trésor public. Au cours des actions menées contre la fraude par le Ministère, différents produits entrés ou vendus illégalement sur le territoire burundais ont été saisis par la brigade anti-corruption et remis au service habilité, a fait savoir Madame Jeanne d'Arc Kagayo. Ce sont entre autres 3 329 kg d'engrais chimiques, 735 pagnes, 198 boîtes d'Artefan (un médicament non autorisé par le Ministère en charge de la Santé Publique) et des produits forestiers. Cela a permis de recouvrer 52 millions de FBu au profit du trésor public.



La Ministre en charge de la Bonne gouvernance a recommandé de mettre en place une base de données complète et actualisée des matières taxables pour mieux maximiser les recettes communales. Les communes ont en outre été appelées à respecter le code des marchés publics, d'orienter une partie des recettes perçues dans les projets d'investissement et de respecter les principes de bonne gouvernance dans la gestion.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports produits les années antérieures par l'inspection générale de l'Etat, 12 rapports ont été produits et un montant évalué à 135,6 millions de FBu a été recouvré par les services habilités. En vue de promouvoir la bonne gouvernance et de lutter contre la corruption en milieu scolaire, en collaboration avec le Ministère en charge de l'Education, 38 clubs anti-corruption ont été créés et encadrés dans les lycées.

La Ministre Jean d'Arc Kagayo a indiqué que toutes les actions prévues dans le plan d'action annuel pour le 1^{er} semestre ont été réalisées sans problème et que les secteurs qui n'ont pas été contrôlés pour cette période seront inspectés pendant une autre période. Des réunions et ateliers de sensibilisation sur la lutte contre la corruption ont été organisés, d'après Madame Jeanne d'Arc Kagayo, qui a ajouté que d'autres ateliers de sensibilisation ont été organisés sur le lien entre les violences basées sur le genre avec la corruption et les infractions connexes. Par ailleurs, dans le cadre du suivi de l'état de la gouvernance au sein de l'administration publique, les communes Kigamba, Cankuzo, Kayanza, Muruta, Buhiga et Karusi ont été visitées. Il a été constaté qu'elles se heurtent à certains défis liés au manque de stratégies de collecte des recettes, au non-respect du code des marchés publics et des principes de bonne gouvernance. Or, cela se présente ainsi alors que la loi communale confère aux communes une autonomie financière, a précisé la Ministre Jeanne d'Arc Kagayo.

En outre, dans le but de s'enquérir de l'impact du défi démographique sur le développement de l'éducation, Madame Jeanne d'Arc Kagayo a fait savoir que des descentes ont été effectuées dans 24 communes où 168 écoles fondamentales et post-fondamentales ont été visitées. Des défis liés aux effectifs très élevés d'écoliers dans les salles de classe, à l'insuffisance d'enseignants, de bancs pupitres et de manuels scolaires ont été constatés, a souligné Mme Kagayo. Une salle de classe peut compter jusqu'à 80 élèves, et quatre enfants partagent un banc pupitre et un livre alors que les spécialistes en matière de l'éducation estiment qu'un nombre adéquat pour l'apprentissage est de 25 élèves par classe. Ces conditions entraînent une détérioration du niveau de formation du fait que les élèves rencontrent des difficultés d'assimilation, selon la Ministre en charge de la Bonne Gouvernance (source : www.abpinfos.com)

Audience accordée à l'Ambassadeur de la Grande Bretagne au Burundi.



En date du 24 janvier 2019, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères, Monsieur Isidore NTIRAMPEBA a reçu en audience une délégation dirigée par l'Ambassadeur d'Angleterre au Burundi, Madame Jo Lomas. Ils ont échangé sur le renforcement des relations d'amitié et de développement économique et sur les préparatifs des élections de 2020.

Ces deux autorités ont également échangé sur le commerce et sur le Sommet des Chefs d'Etats de la communauté Est-africaine qui aura lieu le 1^{er} février 2019.

Madame Jo Lomas a promis que la Grande Bretagne va promouvoir le commerce entre les deux pays. Elle a souligné que le Burundi pourra s'approvisionner en marchandises en Angleterre et vice-versa. Elle a dit que la Grande Bretagne va favoriser l'importation du café Burundais et que le Burundi va collaborer avec le marché de la Grande Bretagne.

Madame Jo Lomas a voulu savoir si le Burundi va participer au Sommet des Chefs d'Etats et de Gouverne-

ments de la communauté Est-africaine qui aura lieu le 1^{er} février 2019 prochain à Arusha en Tanzanie. Elle a également voulu savoir l'état d'avancement des préparatifs des élections de 2020. Elle a signalé que la Grande Bretagne continuera à soutenir le Burundi. L'Ambassadeur Jo Lomas a promis un million de pounds qui aidera la région, y compris le Burundi pour la prévention d'Ebola.

Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères, Monsieur Isidore NTIRAMPEBA a, quant à lui, salué les propos de Madame Jo Lomas. Il a fait savoir que le Burundi apprécie également les relations d'amitié qui existent entre la Grande Bretagne et le Burundi, et a saisi cette opportunité pour inviter Madame Jo Lomas à connaître à fonds la vraie réalité sécuritaire du pays.

Pour ce qui est de la politique, le Secrétaire Permanent a garanti à la délégation Britannique que le Burundi est paisible et que la sécurité est totalement bonne.

Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères a signalé que le Burundi est en bonne relation avec les pays de la Communauté Est Africaine et qu'il participera au Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la communauté Est-africaine qui aura lieu le 1^{er} février 2019 à Arusha en Tanzanie. Il a également signalé que les préparatifs aux élections de 2020 avancent bien. Il a en outre souligné que le référendum de la Constitution de 2018 a été voté sous le souhait de la population Burundaise.

Une Audience accordée à une délégation de FIDA

En date du 29 janvier 2019, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères, Monsieur Isidore NTIRAMPEBA a reçu en audience une délégation de Fonds International de Développement Agricole dirigée par Madame SARA MBAGU-Bhum, Directrice Régionale de la Division de l'Afrique de l'Est et Australe.

Ils ont échangé sur la coopération entre le Gouvernement du Burundi et le Fonds International de Développement Agricole. Madame la Directrice Régionale a annoncé que pour l'année 2019, le Fonds International de Développement Agricole augmente de 20 millions le don qu'il octroie au Gouvernement du Burundi qui s'élèvera désormais à



63.654.876 dollars américains, soit une augmentation de 31,41%.

Signalons que ce don va être utilisé pour les années 2019, 2020 et 2021. Madame la Directrice Régionale a également signalé qu'elle se réjouit de la manière dont le Fonds International de Développement Agricole colla-

bore avec le Gouvernement du Burundi.

Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères a remercié, au nom du Gouvernement du Burundi, le Fonds International de Développement Agricole et apprécie beaucoup les relations de coopération existantes.

Le 20^{ème} anniversaire du bassin du Nil rappelle le rôle de l'eau



A l'occasion du 20^{ème} anniversaire du bassin du Nil qui est célébré le 20 janvier de chaque année, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, Dr Déo Guide Rurema a soufflé les 20 bougies dimanche 27 janvier 2019, marquant cette circonstance sous le thème : « mettre l'eau au centre de la transformation régionale ».

Dr Déo Guide Rurema en même temps Président du conseil des Ministres des 10 pays membres a fait savoir que l'anniversaire devrait nous rappeler la relation entre les activités humaines et l'eau dans la protection de l'environnement.

Il a ajouté que les activités organisées cette année par le bassin du Nil sont le lancement de l'anniversaire et la plantation des arbres à Rutovu, la source la plus méridionale du Nil.

Il a en outre signalé que cette journée vient nous rappeler le rôle de l'eau dans la vie de tous les jours et d'attirer le soutien des partenaires dans le domaine de l'eau pour une meilleure vie des populations.

Dans le domaine de la protection de l'environnement, Dr Déo Guide Rurema a souligné que le Burundi est sur la bonne voie. Il a évoqué le cas des sachets en plastiques interdits sur le territoire burundais ainsi que l'élimination d'arbres qui consomment beaucoup d'eau en vue de préserver la biodiversité et les écosystèmes.

Il a aussi signalé que le Burundi a un programme 2018-2027 dénommé "Ewe Burundi Urambaye" qui consiste à reboiser tout le pays en arbres de toute nature. Le Ministre Déo Guide Rurema a fait savoir que la célébration dudit anniversaire aura lieu au Rwanda en date du 22 février 2019 en même temps que le lancement officiel de publication des œuvres de l'institution et la projection d'un documentaire y relatif.

Dr Déo Guide Rurema, Président du Conseil des Ministres des 10 pays membres, a annoncé qu'en août 2019, il y aura la publication de la gouvernance au sein du bassin du Nil et le lancement de la semaine de l'eau à Stockholm en Suède est prévu en cette date. (www.rtnb.bi)

Le personnel de la Mairie de Bujumbura contribue aux élections de 2020

Le Maire de la ville de Bujumbura Honorable Freddy Mbonimpa en compagnie des représentants du personnel de la Mairie a déposé mercredi 23 janvier 2019 à

la Banque de la République du Burundi (BRB), une somme de trente millions de francs burundais. C'est une contribution financière pour les élections de 2020 éma-



nent du personnel de la Mairie.

Honorable Freddy Mbonimpa a indiqué que le personnel de la Mairie de Bujumbura a voulu soutenir l'appel lancé par le Chef de l'Etat en donnant cette contribution aux élections de 2020. Il a ajouté que ce personnel entend poursuivre ce geste de patriotisme pour la réussite des élections. (www.rtnb.bi)

La CVR fait connaître ses missions aux membres de l'opinion nationale



La Commission Vérité Réconciliation (CVR) a organisé mardi 29 janvier 2019 une réunion d'information sur ses missions, à l'intention de certains membres de l'opinion nationale comme les anciens chefs d'Etat, les anciens Vice-Présidents de la République, les Hauts Cadres du pouvoir exécutif, les Leaders des partis politiques, les Représentants des confessions religieuses et de la société civile. Comme l'a indiqué le Président de la CVR Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye, la nouvelle équipe de la CVR qui a prêté serment le 06 décembre 2018 a voulu sensibiliser ses partenaires afin d'obtenir un soutien politique, administratif, financier et moral. Le but de la réunion était également d'échanger sur les innovations et les moyens pour la CVR de réussir pleinement ses missions,

pour que la vérité de ce qui s'est passé au Burundi éclate au grand jour.

Lors des présentations Me Déo Ndikumana a indiqué que certaines des missions de la CVR sont entre autre d'enquêter et d'établir la vérité sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, commises durant la période de 26 février 1885 au 4 décembre 2008. Elle va également établir les responsabilités individuelles et celles des institutions étatiques, des personnes morales et des groupes privés. La CVR va aussi identifier et cartographier les fosses communes et aménagera un lieu de conservation des restes humains, avant leur inhumation avec dignité, a souligné Me Deo Ndikumana.

Certains intervenants ont demandé à la CVR de faire le plus vite possible leur travail pour qualifier les crimes commis au Burundi afin que les coupables soient traduits devant les juridictions compétentes. D'autres trouvent que seule la vérité peut apaiser les esprits des victimes et des présumés auteurs des crimes, parce que selon un intervenant, les enfants ou les veuves des présumés auteurs n'auront plus peur. Par rapport à cette inquiétude, Me Déo Ndikumana a précisé que la responsabilité pénale est individuelle, mais pour le cas du Burundi, cela est possible

si la vérité est connue du public.

Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye a, dans son intervention fait savoir, que la vérité va libérer la prise en otage des générations présentes et futures, qui tombent toujours dans la globalisation des événements que certains ignorent totalement.

L'ancien Président de la République Monsieur Sylvestre Ntibantunganya a dénoncé certaines personnes instruites qui ne veulent pas répondre devant la CVR, alors que dans les différentes crises qu'a connues le Burundi, ils sont considérés comme des concepteurs des crimes. Monsieur Sylvestre Ntibantunganya a demandé à la CVR d'auditionner les 4 chefs

d'Etat encore en vie, les partis politiques comme l'UPRONA, le FRODEBU, le CNDD-FDD, le MSD et le FNL ainsi que la police et l'armée.

L'ancien Vice-président de la République Monsieur Yves Sahinguvu a demandé à la CVR de ne pas rater l'occasion de faire connaître la vérité, de travailler au plus vite, pour que la CVR du Burundi ne soit pas comme celles de l'Ouganda et du Zimbabwe, qui ont fonctionné et qui ont disparu sans donner aucun rapport.

(www.rtnb.bi)

La CVR rencontre les membres du Corps Diplomatiques et Consulaires et des représentants des Organisations Internationales accrédités à Bujumbura



Après avoir rencontré de l'opinion nationale, mardi 29 janvier 2019, la Commission Vérité Réconciliation (CVR) a organisé mercredi 30 janvier 2019 une réunion d'information sur ses missions, à l'intention des membres de l'opinion Internationale ses partenaires internationaux, notamment les corps diplomatiques et consulaires ainsi que les organisations internationales.

Comme l'a indiqué le Président de la CVR Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye, la nouvelle équipe de la CVR 2018 veut sensibiliser ses partenaires afin d'obtenir un soutien politique, administratif, financier et moral pour que la vérité de ce qui s'est passé au Burundi éclate au grand jour.

L'Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye a informé ces Diplomates que la CVR est appelée à conduire un chantier social important

et délicat de guérison des cœurs et de rétablissement de la dignité des victimes, un chantier de reconnaissance et de valorisation de ceux qui ont protégé les autres pendant les différentes crises et qui, chaque jour cimentent lentement les chemins de la réconciliation.

Il a ajouté que la paix et la réconciliation viennent des gestes quotidiens et simples de tolérance, des actes de pardon mutuel et de respect de la vie de l'autre. "La paix et la réconciliation prolongent leurs racines dans l'empathie et la compréhension du voisin politiquement ou ethniquement différent pour que s'éloignent chez nos compatriotes, jeunes et adultes, les réflexes de vengeance et de folie meurtrière chaque fois qu'éclate une crise politique", a indiqué le président de la CVR.

L'Ambassadeur de France au Burundi M. Laurent DELAHOUSSE a demandé à la CVR d'afficher la neutralité pour arriver à une réconciliation effective des burundais.

Un autre intervenant a voulu savoir comment la CVR va travailler sur 70 mille dépositions déjà enregistrées pendant un mandat de 4 ans.

Le président de la CVR Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye a indiqué que toutes les dépositions ne contiennent pas d'information pertinente et qu'ils vont faire un dépouillement et une restitution à la base pour prendre ce qui est utile.

L'Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye a aussi informé à ces Diplomates qu'ils vont faire recours aux experts internationaux et aux archives conservés dans différents pays. Il en a profité pour demander surtout aux am-

bassadeurs de Belgique, de France et d'Allemagne de faciliter l'accès aux archives au moment voulu par la CVR.

L'Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye a enfin demandé à ces diplomates un soutien technique et financier à la CVR qui a une mission principale de connaître la vérité au service de la réconciliation des burundais. (www.rtnb.bi)

Le Burundi va sortir le plan de convergence PC2 de la COMIFAC

Dans le cadre de la campagne de collecte des données de suivi-évaluation des indicateurs nationaux du plan de convergence, deuxième génération(PC2) de la commission des forêts de l'Afrique centrale(COMIFAC), l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) a organisé mercredi 23 janvier 2019 à Bujumbura, un atelier de vulgarisation du plan de convergence PC2.



Comme l'a indiqué le Directeur des forêts et Coordinateur National de la COMIFAC Nibizi Epimeny, la COMIFAC regroupe 10 pays de la CEEAC dont le Burundi, la RDC, la RCA, le Congo Brazzaville, le Rwanda, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Tchad et le Sao Tomé et Príncipe.

La COMIFAC a une dimension régionale pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers de ces pays membres.

Les résolutions de la COMIFAC comme instituées par le sommet des Chefs d'Etats à Yaoundé constituent un outil qui va permettre aux pays membres de respecter et de mettre en œuvre l'engagement pris dans ce Sommet.

Il a précisé que ces résolutions préconisent l'aménagement des forêts et savanes, la création des aires protégées, la conservation des écosystèmes et la diversité biologique, le contrôle de l'exploitation et l'utilisation des

ressources forestières .Elles encouragent les foras de concertation sur les statistiques de développement et la gestion forestière, à l'échelle nationale ou sous régionale, a ajouté Epimeny Nibizi.

Lors de sa présentation Epimeny Nibizi a souligné que le PC2 constitue un cadre de planification stratégique des interventions prioritaires, en matière de conservation et de protection des ressources forestières et environnementales.

Il va permettre au Burundi d'avoir accès aux financements, de bénéficier des projets et programmes ainsi d'autres initiatives régionales, a poursuivi Epimeny Nibizi.

En tant que membre de la COMIFAC, le Burundi va se positionner dans cet espace lors des négociations internationales sur les questions de changements climatiques, de conservation de la biodiversité et de lutte contre la désertification.

Le Directeur Général de l'OBPE Dr Samuel Ndayiragije a fait savoir que bien que la mise à jour des données concernant l'état, la faune et la flore des forêts ait pris un certain retard, le secteur forestier burundais tout comme le monde tropical, connaît des menaces.

Plus de 12 espèces de mammifères on disparu au Burundi notamment les lions et les zèbres, les oiseaux migrateurs ainsi

que les grues couronnées qui sont en voie de disparition suite à la démographie galopante qui occupe leur habitats, a précisé Dr Samuel Ndayiragije.

La faune et la flore du Burundi sont plus menacées parce que le pays est étroit par rapport aux pays vastes comme la RDC et le Ca-

meroun où les animaux peuvent trouver du refuge lors de l'occupation de leur habitat, d'où l'impérieuse nécessité de sauver ce qui reste dans les forêts, a conclu Dr Samuel Ndayiragije.

(Source: www.rtnb.bi)

Visite d'une délégation du Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi (MCBE)



Ce mercredi, le 30.01.2019 au Poste Frontière de Ruhwa, a eu une visite d'une délégation de MCVE (Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi) composé des Représentants des pays de la République Unie de Tanzanie, République Démocratique du Congo, République du Burundi, Sud Soudan, Kenya, Angola, Congo Ouganda et République Centre Africaine. Cette mission était venue s'enquérir de la situation sécuritaire qui prévaut sur les frontières avec les pays voisins.

Signalons que le Rwanda n'a pas été représenté car selon le motif des membres de cette équipe, il y a quelques jours son Représentante est décédé.

Une réunion tenue par cette mission sur place a vu la participation du Gouverneur de la Province de Cibitoke, le Commandant en Second de la Première Division Militaire, le CP, le

Commandant du Camp de Cibitoke, l'Administrateur de la commune Rugombo, le Coco Rugombo et le Chef de poste frontière Ruhwa. Au cours de cette réunion, les échanges ont porté sur la situation sécuritaire sur la frontière et la situation des affaires humanitaires. (Source:

www.securitepublique.gov.bi)

REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERESCOMMUNIQUE DE PRESSE

1. Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Burundi a l'honneur d'informer l'opinion nationale et internationale qu'après la décision du gouvernement du Burundi via le conseil national de sécurité dans ses recommandations du 26 septembre 2018, L'ONG-FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL a annoncé la fermeture de son bureau accrédité au Burundi.

2. Les procédures frauduleuses de vente aux enchères du matériel utilisé par FEDITION HANDICAP INTERNATIONAL, publiée le 18 janvier 2019 par l'ONG susmentionnée, n'ont pas respecté les clauses qui se trouvent dans la **Convention Générale de Coopération entre le Gouvernement du Burundi et l'HANDICAP INTERNATIONAL** signé par le Ministère des Affaires Etrangères et L'HANDICAP INTERNATIONAL en date du 21 novembre 2012, dans son article 17 qui stipule que : « **FEDERATION INTERNATIONAL s'engage aux termes de ses activités , à remettre , avec l'accord du Gouvernement , le matériel et l'équipement spécifiquement liés aux projets opérationnels mis en œuvre au Burundi , à une ONG locale partenaire avec la FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL.**

Si l'ONG locale partenaire n'est pas intéressée par le matériel ou l'équipement mentionné ci-dessus, FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL les remettra aux départements ou Collectives locales désignées par le Gouvernement. »

3. Pour ces raisons, le Ministère des Affaires Etrangères a pris sa responsabilité de faire respecter la loi et les clauses entre les deux Parties en suspendant la vente aux enchères du matériel et en récupérant le matériel et aussi le charroi qui étaient jusqu'alors utilisés par HANDICAP INTERNATIONAL. Par ailleurs, le personnel expatrié de HANDICAP INTERNATIONAL qui restait au Burundi avait annoncé officiellement son départ pour ce 31 janvier 2019 et remettre la maison à qui de droit, dans une correspondance du 30 janvier 2019 adressée au Ministère des Affaires Etrangères.

Fait à Bujumbura, le 1^{er} février 2019

Ministère des Affaires Etrangères

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @minirexburundi